

Une identité tranquille

Marc Jacquemain
Université de Liège

Que représente la Wallonie pour ceux qui y habitent ? Dans quelle mesure sont-ils attachés à leur région et quelle importance cela a-t-il pour eux ? Y a-t-il une « nation » wallonne ? Un sondage publié par le journal bruxellois de référence « La Libre Belgique » révélait que 4 % des Belges se sentent « d'abord wallons » alors que 25 % se sentent « d'abord flamands » et 44 % se sentent « d'abord belges ». Rapportés à la répartition des appartenances linguistiques en Belgique, (un peu plus de 6 néerlandophones pour 4 francophones), cela voudrait que 40 % des néerlandophones se sentent prioritairement flamands tandis que seuls dix % des francophones se sentiraient prioritairement wallons.

A première vue, ces chiffres viennent corroborer une idée répandue : il existe a coup sûr une nation flamande, peut-être une nation belge, mais en tout cas pas de nation wallonne. Cependant, cette idée, qui contient sans conteste un part de vérité, passe peut-être à côté de l'essentiel. Une anecdote l'illustrera très aisément : à quelques maisons à peine de l'endroit où est écrit cet article, au cœur de la ville wallonne de Liège, un citoyen a mis à sa fenêtre deux drapeaux superposés, bien visibles : un coq wallon sur fond des trois couleurs (noir, jaune, rouge) du drapeau belge. On serait tenté de dire que toute l'identité wallonne est là, et, du même coup, sa différence profonde avec l'identité flamande : pour la grande majorité des Wallons, la question de savoir s'ils se sentent « d'abord » wallons ou belges n'est pas très pertinente. L'auteur du présent article, qui, comme directeur d'un centre universitaire d'enquêtes d'opinion, a eu régulièrement l'occasion de sonder les Wallons sur leur sentiment d'appartenance, s'est trouvé systématiquement devant le même constat : lorsqu'on demande aux Wallons s'ils sont fiers d'être wallons, les chiffres ne donnent pas de différence majeure avec des pays comme la France ou les Etats-Unis, où l'existence d'un sentiment « national » ne fait guère de doutes. Mais les mêmes qui se disent fiers d'être wallons se disent aussi fiers d'être belges. Plus fort encore : si on mesure les sentiments d'appartenance au moyen d'un indice, on s'aperçoit qu'ils sont positivement corrélés : dit en termes simples, en moyenne, plus on se sent fier de son identité wallonne et plus on se sent fier de son identité belge.

Il ne fait pas de doute qu'une partie de la différence entre Wallons et Flamands se trouve dans ce rapport à la Belgique : les premiers sont wallons *et* belges, les seconds sont wallons *plutôt que* belges. On parle ici, bien sûr de l'opinion majoritaire dans chacune des deux communautés linguistiques : une appréciation plus fine ferait apparaître des nuances, des lignes de fracture internes et une mosaïque sans doute d'identités en demi-teinte. Mais cette opposition ne s'est peut-être jamais aussi bien traduite que lors des élections fédérales de juin 2010 : alors que les Wallons ont largement plébiscité le Parti Socialiste, qui adopte depuis longtemps un profil assez « soft » sur le plan communautaire, les Flamands ont offert une victoire éclatante à la NVA (*Nieuwe Vlaams Alliantie – Nouvelle alliance flamande*), un parti au profil « flamingant » très affûté, sorti des limbes il y a à peine une dizaine d'années.

Cette différence de profil identitaire trouve bien sûr sa source dans l'histoire économique, culturelle et sociale qui a marqué la Belgique depuis son indépendance. La Flandre rurale et catholique du 19^{ème} siècle est la région pauvre de la Belgique de l'époque, face à une Wallonie à la pointe de la révolution industrielle, juste derrière l'Angleterre. C'est l'époque où les paysans flamands migrent, nombreux, vers les bassins industriels wallons, dont ils constituent la première couche « d'immigrants », (aujourd'hui devenus indiscernables). A cette époque règne sur les deux régions du pays une bourgeoisie industrielle et financière tout

entière francophone. Le combat régionaliste flamand, dès le début du 20^{ème} siècle, prendra donc une tournure largement culturelle : il s'agit de s'émanciper de la domination d'une élite économique perçue comme étrangère, par sa langue, et, de surcroît, méfiante à la religiosité du petit peuple. L'Eglise catholique sera d'ailleurs très active, dès le départ, dans ce mouvement d'émancipation culturelle et sociale. Le mouvement wallon, prendra son essor plus tard, essentiellement après la seconde guerre mondiale. C'est que la roue du développement économique a tourné : les industries du charbon et de l'acier sont en crise structurelle, la Wallonie décline, alors que la Flandre, elle, s'est engagée dans la voie d'un capitalisme « tout neuf », investissant davantage dans les secteurs porteurs. Au début des années 60, le *sorpasso* est réalisé : le PIB par tête dépasse en Flandre celui de la Wallonie. Les rôles du pauvre et du riche sont inversés.

Le mouvement wallon, qui connaîtra ses principaux jours de gloire à cette époque, est alors largement appuyé sur une classe ouvrière wallonne, dont les leaders (syndicalistes plus que politiques) revendiquent à la fois l'autonomie et ce que l'on appelait alors les « réformes de structure », à savoir un interventionnisme accru des pouvoirs publics pour enrayer le déclin industriel. L'autonomie, dans ce contexte, n'est que très accessoirement une revendication culturelle : c'est le souci de disposer des moyens institutionnels pour mener en Wallonie une politique économique et sociale adaptée à la situation difficile de la région. L'ironie de l'histoire fait que le versant institutionnel de ce programme, l'autonomie régionale, se réalisera surtout à partir des années 1980, au moment où, précisément, sous la poussée de l'idéologie néo-libérale en Europe comme aux Etats-Unis, le rôle interventionniste de l'Etat est délégitimé et progressivement réduit.

Le mouvement wallon, bien plus qu'un mouvement culturel, s'est donc construit comme un mouvement social, largement interpénétré avec le mouvement ouvrier et dont l'ennemi ne fut pas une élite étrangère mais le capitalisme lui-même. De cette histoire particulière, l'identité wallonne a gardé un premier trait qui lui est spécifique : ce n'est pas une identité à vocation *nationale*. Elle ne s'intéresse ni aux pouvoirs régaliens ni à la dimension symbolique de la nation et, de là, vient la symbiose naturelle des identités wallonnes et belges. C'est en vain que l'on chercherait en Wallonie des événements publics noyés sous une marée de drapeaux « régionaux », dont les Flamands sont, à l'inverse, si friands : contrairement à ces derniers, les Wallons s'accommodent très bien de la cohabitation finalement assez paisible de leur identité régionale et d'une identité nationale, l'une et l'autre faisant d'ailleurs l'objet d'un investissement émotionnel et symbolique modéré.

Le deuxième trait de l'identité wallonne hérité de cette histoire est qu'il faut sans doute chercher son contenu spécifique plus dans l'adhésion à un modèle de société que dans des traditions culturelles de longue date. Comme le montrent aussi toutes les enquêtes, le modèle « social-démocrate », associant protection sociale forte, pratique de concertation sociale et, en même temps, une certaine valorisation de la responsabilité individuelle, fait l'objet d'un consensus fort dans l'opinion publique. Les traditions culturelles existent aussi, bien sûr, mais elles sont plus locales que régionales et l'identification d'une « culture wallonne » tant soit peu consistante semble bien difficile pour le sociologue. L'idée qu'il y a au cœur de l'identité wallonne un modèle social davantage qu'un modèle culturel demanderait à être davantage nuancée et testée. Mais elle est bien illustrée par le consensus entre les acteurs politiques, sociaux et culturels. Ainsi, si la pratique de la concertation sociale ne va pas sans une bonne dose de conflictualité au quotidien, son principe même sert de norme de référence commune de référent commun aux discours de gauche comme de droite, aux discours patronaux autant que syndicaux : c'est *au nom* du modèle de concertation sociale que l'on défend le principe du

droit de grève ou que l'on essaye d'en limiter la portée. C'est en référence au modèle de solidarité forte que se construisent les positions – parfois antagonistes - sur des questions aussi différentes que la politique de santé ou bien encore le système d'indexation automatique des salaires, devenu presque une curiosité mondiale, mais qui, en tant que principe, n'est guère attaqué frontalement par aucun acteur significatif.

On peut comprendre dès lors que l'identité wallonne soit solide et pourtant très éloignée des débordements émotionnels et symboliques qui caractérisent aujourd'hui le sentiment national dans bien des régions du monde. On imagine bien aussi, que, si la description proposée ici est correcte, cette identité ne pourra qu'être mise en tension par l'accentuation des pressions issues de la mondialisation. Dans le cadre du monde contemporain devenu assez opaque tant au plan économique que politique, il est difficile de savoir si l'identité wallonne ainsi comprise est le chant du cygne d'une vision du monde attrayante mais en voie de disparition ou si, à l'inverse, elle constituera un atout pour traverser les turbulences à laquelle toutes les sociétés européennes semblent promises.